

Avis voté en plénière du 19 juin 2018

Les signes officiels de qualité et d'origine des produits alimentaires (SIQO)

Déclaration des groupes Mutualité et Associations

Les dernières décennies ont connu des progrès importants à toutes les étapes de la chaîne agroalimentaire, à la production bien sûr mais aussi dans les domaines de la conservation ou de la commercialisation. Jamais la qualité des produits n'a été aussi surveillée, probablement jamais n'a-t-elle été aussi bonne. Si la qualité sanitaire des produits est primordiale, les attentes des consommateurs vont bien au-delà aujourd'hui : ils souhaitent une baisse drastique de l'utilisation des pesticides et parce que l'alimentation est aussi en France une affaire culturelle, ils souhaitent retrouver des produits "authentiques". C'est bien cet ensemble qui détermine la qualité d'un produit. Jamais le souci de la qualité n'a été aussi présent dans l'opinion publique malgré les progrès observés. Ce paradoxe n'est qu'apparent puisque derrière la qualité des produits alimentaires les enjeux sont multiples, environnementaux, développement durable, aménagement du territoire, sanitaires bien sûr.

Les Signes officiels de qualité et d'origine des produits alimentaires (SIQO) sont une réponse à ces préoccupations et les préconisations du projet d'avis proposent des évolutions adaptées aux nouvelles attentes des consommateurs et de la société.

Ces évolutions sont indispensables puisque les dimensions environnementales et sanitaires notamment étaient rarement présentes lors de la construction des premiers "Signes officiels de qualité et d'origine des produits alimentaires".

Il est significatif de noter, comme le rappelle le projet d'avis, que les premiers signes officiels de la qualité se sont appliqués au vin et qu'aujourd'hui encore ces signes concernent 93% de la production de vin contre 5% pour les légumes! Les changements dans la hiérarchisation des objectifs, la place nouvelle et prépondérante du sanitaire, pas seulement sous l'angle de la sécurité alimentaire mais aussi sous celui de la qualité nutritionnelle doivent aussi se traduire par une plus large utilisation de ces signes pour des produits aujourd'hui peu concernés mais pourtant consommés de façon importante.

Est-il utile de rappeler que l'alimentation est un des déterminants principaux de l'état de santé des populations. C'est pour cela que l'Observatoire de la qualité de l'alimentation a été créé en 2008 sous la tutelle du ministère de l'agriculture et de celui de la consommation, mais également du ministère de la santé.

Les effets de l'alimentation sur la santé sont multiples. Aux carences et à une alimentation déséquilibrée souvent liées à des facteurs socioéconomiques, s'ajoutent les risques à plus long terme liés à l'absorption de substances potentiellement dangereuses utilisées lors de la production, de la transformation, du conditionnement ou de la conservation des aliments.

Les leviers pour améliorer qualité nutritionnelle et sécurité alimentaire sont nombreux, les signes officiels de qualité doivent être au centre de l'action publique.

De ce point de vue les préconisations portant sur la simplification et la communication autour de ces outils sont essentielles.

Les cahiers des charges des SIQO doivent mieux prendre en compte l'ensemble de ces aspects et apporter aux consommatrices et consommateurs des informations complètes, lisibles et accessibles.

La crise de confiance qui s'est installée chez les consommateurs à la suite de certains scandales représente une opportunité pour changer nos habitudes alimentaires et nos modes de consommation.

De plus, l'augmentation du nombre de produits sous SIQO contribuera à redonner une image positive au travail des agriculteurs qui sont engagés dans une démarche qualitative et responsable. Cette prise en compte dans leurs modes de production des attentes de ceux qu'ils nourrissent doit être mieux identifiée: c'est une façon de contribuer à la reconnaissance de ces métiers.

Tous les acteurs sont concernés, le monde associatif et la Mutualité Française développent depuis longtemps des programmes de prévention et d'éducation pour la santé autour de plusieurs objectifs : sensibiliser sur une alimentation saine et équilibrée, promouvoir l'accessibilité financière et la proximité géographique et renforcer la qualité de l'offre alimentaire. Les acteurs de l'ESS jouent un rôle dans l'émergence de nouvelles formes de distribution par l'intermédiaire de regroupements de producteurs ou de consommateurs mais aussi à travers des actions d'éducation et via des associations d'aide alimentaire.

Par ailleurs, si nous partageons l'objectif de développement de l'approvisionnement de proximité, notamment issus de l'agriculture biologique, en restauration collective, nous insistons sur la nécessaire amélioration de la qualité de l'offre alimentaire, notamment au sein des établissements accueillant des publics fragilisés. Le levier de la commande publique responsable peut ici agir sur une approche qui allie nutrition et santé, et jouer un rôle sur la production durable des territoires.

« *Manger, c'est incorporer un territoire* » disait Jean Brunhes, géographe français du début du XXème siècle.

La volonté de re-territorialiser la production alimentaire portée par le projet d'avis permet de développer ce lien entre patrimoine alimentaire et territoires et en conséquence de renforcer localement le lien social et d'apporter des réponses à des enjeux économiques, sociaux, environnementaux et sociétaux. Les groupes des associations et de la mutualité ont voté l'avis.